

Une illustration des ambitions contrariées de l'Inde dans son espace indopacifique

Yannick Quéau



20 novembre 2023

Avec le soutien de
la



Wallonie

Crédit photo de couverture : le Premier ministre, Shri Narendra Modi, célèbre Diwali avec les jawans de l'armée indienne à Longewala près de Jaisalmer, Rajasthan, le 14 novembre 2020, *Press Information Bureau on behalf of Prime Minister's Office*. [Wikimedia Commons](#). [Government Open Data License - India \(GODL\)](#). ©

Les opinions émises dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent ne rien une prise de position du GRIP.

Tous droits réservés. © Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité

Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité
Mundo-madou - 7-8 Avenue des Arts - 1210 Saint-Josse-ten-Noode, Belgique
Tél. : +32 (0) 473 982 8202 – admi@grip.org – www.grip.org
Twitter : [@grip_org](#) -Facebook : GRIP.197

Une illustration des ambitions contrariées de l'Inde dans son espace indopacifique

Résumé

Cette Note d'analyse propose un regard critique sur les ambitions de l'Inde dans l'espace indopacifique. Elle expose plus particulièrement les contraintes stratégiques pesant sur le pays conditionnant son positionnement régional. Le texte expose tout d'abord les déterminants de l'ambition indienne au regard des rivalités entretenues avec ses voisins chinois et pakistanais. Il questionne ensuite l'adéquation entre les ambitions avancées et les moyens mobilisés en illustrant l'évolution des dépenses militaires de l'Inde, sa dépendance aux fournisseurs étrangers d'armements et les limites de sa propre base industrielle et technologique de défenses. La conclusion procède à une synthèse des principales observations pour insister sur le positionnement de l'Inde comme acteur-pivot voué à instrumentaliser les rivalités entre États ouvertement antagonistes et entre compétiteurs en lutte pour sécuriser leurs parts d'un marché national où les volumes sont importants et où la croissance est robuste.

Abstract

An illustration of India's thwarted ambitions in the Indo-Pacific region

This analysis takes a critical look at India's ambitions in the Indo-Pacific region. More specifically, it outlines the strategic constraints weighing on the country and conditioning its regional positioning. The text begins by outlining the determinants of India's ambitions with regards to its rivalry with its Chinese and Pakistani neighbours. It then questions the match between the ambitions put forward and the means mobilized, illustrating the evolution of India's military spending, its dependency on foreign arms suppliers and the limits of its own defence industrial and technological base. The conclusion summarises the main observations and emphasises on India's position as a pivotal player destined to exploit rivalries between antagonistic players or between competitors fighting to secure their share of a national market where volumes are high and growth is robust.

L'auteur

Yannick Quéau est directeur du GRIP.

Pour citer cette publication

Yannick QUÉAU, « Une illustration des ambitions contrariées de l'Inde dans son espace indopacifique », *Note d'analyse du GRIP*, 20 novembre 2023, 23 pages

Introduction

La notion d'Indopacifique n'est pas une invention récente puisqu'elle inspire dès le 19^e siècle une pensée anticoloniale et un positionnement hostile aux influences américaines et européennes dans cette vaste région¹. À partir de la seconde moitié des années 2010, la notion d'Indopacifique se comprend cependant sous un jour différent. Elle a gagné en importance dans les énoncés de stratégie des États bordant ou étant fortement influencés par les flux commerciaux parcourant les deux océans. Bien que recouvrant des réalités fort diversifiées selon les auteurs, leurs objets spécifiques d'attention et aussi les biais statocentrés qui animent parfois leurs travaux, l'Indopacifique devient progressivement une référence commune aux analyses stratégiques.

La plupart des réflexions ont pour toile de fond la sécurité des voies d'approvisionnement (maritimes, surtout) qui sont vitales au maintien du niveau de développement des sociétés concernées. En 2007, le Premier ministre japonais Shinzo Abe alors en visite officielle en Inde, s'exprime devant le parlement du pays hôte et décline un propos où il insiste sur la confluence entre les deux océans et le caractère crucial des échanges commerciaux entre les deux espaces². Plus tard en 2016, le même Shinzo Abe alors en visite au Kenya pour une conférence sur le développement en Afrique, tient un discours intitulé « *Vers un Indopacifique libre et ouvert*³ » où il insiste à nouveau sur la dimension commerciale et sur le libre-échange. En 2018, sur une note plus martiale, les États-Unis changent le nom de leur centre de commandement du Pacifique et optent pour l'appellation de *Centre de commandement de l'Indopacifique*⁴. La France⁵ et le Royaume-Uni⁶ révisent aussi leur compréhension des enjeux régionaux et développent des stratégies et des partenariats tant économiques que militaires mettant de l'avant cette notion d'Indopacifique.

Les contours géographiques de cette dernière sont pourtant éminemment flous au regard de la pluralité des situations qu'elle recouvre. Dans sa compréhension maximaliste, l'Indopacifique comprend tous les pays d'Afrique orientale, de l'Afrique du Sud à l'Égypte, la mer rouge et le trafic passant par le canal de Suez conférant à cette dernière une position difficilement contournable dans la gestion et la sécurisation des échanges commerciaux entre l'Asie, l'Océanie et l'Afrique, mais aussi l'Europe. Plus surprenant peut-être au regard du narratif trop

¹ Pour une perspective historique sur le concept voir LI, Hangson, « [The 'Indo-Pacific': Intellectual Origins and International Visions in Global Contexts](#) », *Cambridge University Press*, 4 juin 2021,

² ABE, Shinzo, « Confluence of the Two Seas: Speech by H.E. Mr. Shinzo Abe, Prime Minister of Japan at the Parliament of the Republic of India », *Ministry of Foreign Affairs of Japan*, New Delhi, Inde, 22 août 2007.

³ ABE, Shinzo « Address by Prime Minister Shinzo Abe at the Opening Session of the Sixth Tokyo International Conference on African Development », *ministère des Affaires étrangères du Japon*, Nairobi, Kenya, 27 août 2016.

⁴ GARAMONE, Jim, « [Pacific Command Change Highlights Growing Importance of Indian Ocean Area](#) », *US Department of Defense*, 30 mai 2018.

⁵ « [France's Indo-Pacific Strategy](#) », *Ministère des Affaires étrangères de la France*, septembre 2021, mise à jour en février 2022 ; voir aussi PAJON, Céline, « France's IndoPacific Strategy: From a Balancing Power to a Constructive Stakeholder », *Asia Policy*, 18-3, juillet 2023.

⁶ « [UK Defence and the Indo-Pacific: Eleventh Report of Session 2022–23](#) », *House of Commons Defence Committee*, Royaume-Uni, 17 octobre 2023.

peu questionné du désengagement des États-Unis du Moyen-Orient⁷, les pays du golfe Arabo-persique sont également régulièrement couverts par la notion. Les ressources gazières et pétrolières restent une donnée structurante du commerce dans la région du fait de la forte demande des pays asiatiques. Cela plaide pour le maintien des pays producteurs du Moyen-Orient dans les énoncés de stratégie visant à la sécurité des approvisionnements énergétiques des dynamiques économies d'Asie centrale et orientale.

À l'autre extrémité de la carte, l'Indopacifique couvre les pays côtiers du Pacifique, soit, à l'ouest, les pays du Chili jusqu'au Canada et, à l'est, les pays allant de la Nouvelle-Zélande à la Russie. Il reste alors à intégrer les nombreuses autres îles du Pacifique, des plus petites aux plus imposantes et, bien sûr, les pays bordés par l'océan Indien. Soucieux de préserver leurs intérêts dans la région, le Royaume-Uni et surtout la France rappellent régulièrement l'importance des zones économiques exclusives (ZEE)⁸ découlant de leur passé impérial et d'un temps où leurs flottes respectives dominaient les mers.

Le portrait est ainsi *presque* complet. *Presque*, car sous l'influence principalement, d'une part, des priorités stratégiques américaines et de la guerre menée pendant 20 ans en Afghanistan et, d'autre part, de la dimension terrestre des nouvelles routes de la soie développées par la Chine, les États d'Asie centrale comme l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Turkistan et le Kazakhstan sont parfois inclus dans cet espace qu'est l'Indopacifique⁹. La pluralité des situations politiques, économiques et sociales vécues par les pays de la zone induit nécessairement des compréhensions éclatées de ce qu'implique ou non l'Indopacifique comme aire structurante d'une pensée stratégique. De Santiago à Londres et d'Anchorage à la ville du Cap, les caractéristiques des pays couverts par ces deux diagonales d'un planisphère offrent une diversité que la notion d'Indopacifique tend malheureusement parfois à minimiser.

Le cas de l'Inde est à cet égard révélateur des nombreux biais qui parcourent la littérature occidentale. À quelques notables exceptions¹⁰, elle tend à négliger les aspirations que peuvent nourrir les États de la région pour eux-mêmes et les instrumentalisation qu'ils peuvent parfois faire des logiques de compétition entre des puissances qui n'ont pas encore complètement fait le deuil des réflexes paternalistes pour ne pas dire impérialistes¹¹. À l'inverse on trouve parfois dans les discours politiques indiens une forme de messianisme qui induit en erreur sur les forces et les faiblesses du pays et sur les difficultés qu'éprouvera vraisemblablement la société indienne à rencontrer les objectifs d'une stratégie nationale volontariste, mais trop peu sélective¹².

⁷ BANNEBERG, Jonathan, « [Relations Émirats arabes unis–États-Unis : entre tensions surjouées et collaboration continue](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 3 août 2023

⁸ Le ministère des Affaires étrangères français rappelle à cet égard que « 93% de la zone économique exclusive française est située dans les océans Indien et Pacifique. » Voir aussi « [L'espace indopacifique : une priorité pour la France](#) », *ministère des Affaires étrangères de la France*, septembre 2022.

⁹ On espère ne pas avoir froisé les pays ayant arbitrairement été exclus du portrait.

¹⁰ UPADHYAYA, Shishir, *India's Maritime Strategy Balancing Regional Ambitions and China*, Routledge : New York, 2020, 244 pages.

¹¹ Voir « [Indo Pacific Strategy of The United States](#) », *The White House*, Février 2022. Le champ lexical employé par présidence américaine laisse perplexe.

¹² BAIJPAEE, Chietigj, « [India's Global Ambitions Begin at Home](#) », *The Diplomat*, 23 décembre 2022.

Le poids grandissant de l'économie indienne dans les affaires mondiales¹³ garantit nécessairement à New Delhi une influence sur les reconfigurations stratégiques de l'espace indopacifique. Toutefois, il reste osé à ce stade de penser que l'Inde puisse relever simultanément et sans difficultés majeures les défis de sa montée en puissance, de la sécurisation des voies commerciales indispensables à son développement économique et de sa cohésion sociale et en éviter de nouveaux heurts religieux ou à ses frontières terrestres. Les rivalités entretenues avec le Pakistan et la Chine, ainsi que l'écart béant résultant de l'envolée de la puissance chinoise, tant en matière économique que militaire, limitent la capacité de l'Inde à peser davantageusement dans les affaires régionales. L'Inde est un État-continent de plus de 1,4 milliard de personnes¹⁴ tiraillé, d'une part, entre la volonté de se projeter à l'international pour s'assurer de ne pas se faire dicter les modalités de son développement et, d'autre part, des contraintes structurelles difficilement contournables à moyen terme, comme son niveau de dépendance à ses fournisseurs extérieurs pour ses armements. Les rivalités entretenues aux frontières, les tensions internes et une capacité d'influence handicapée par une inadéquation entre le poids économique du pays et les moyens militaires (dont l'industrie des armements) contrarient les ambitions de l'Inde comme puissance régionale.

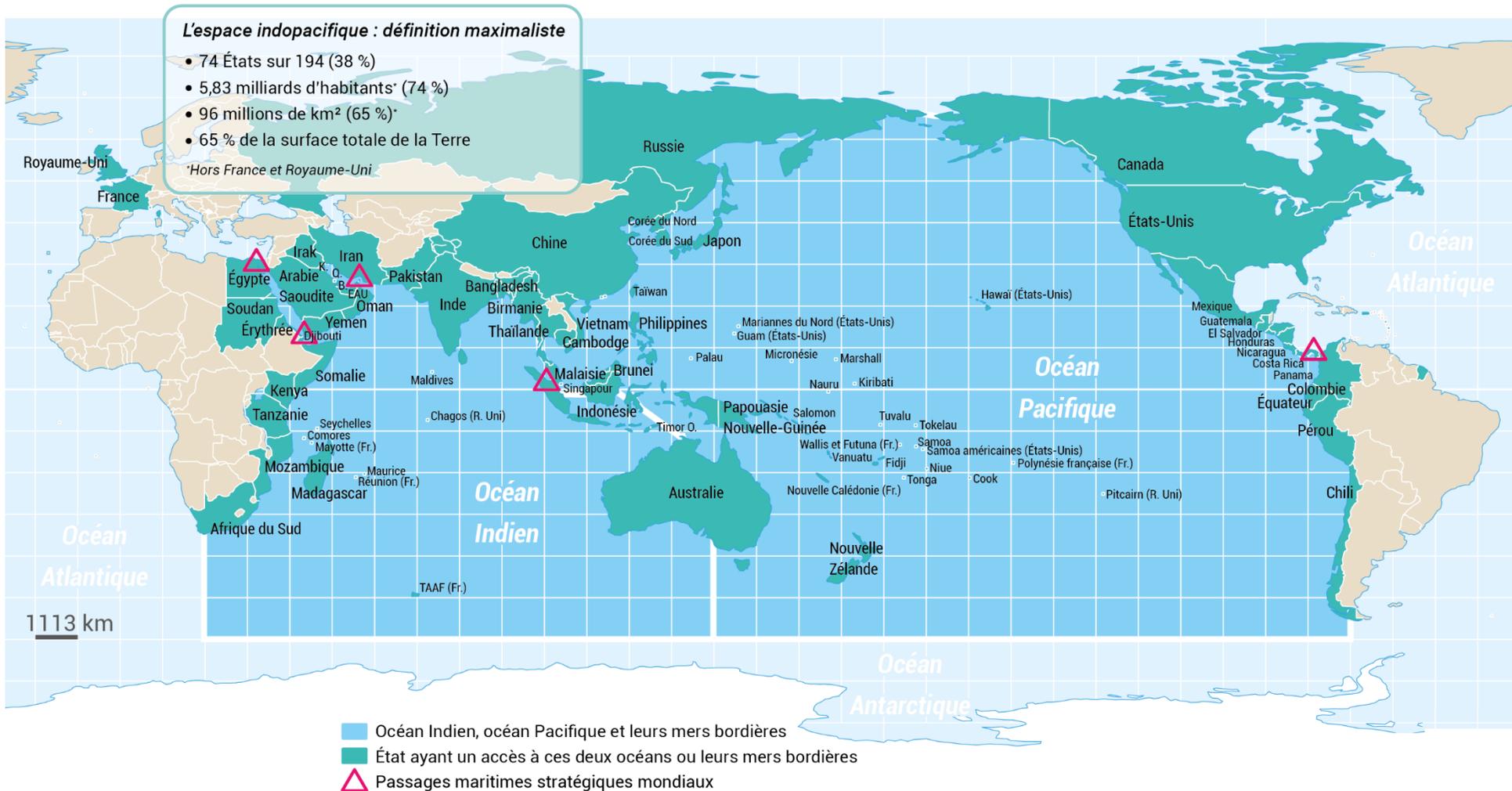
L'objectif de ce texte est de proposer un regard critique sur les ambitions de l'Inde dans cet objet mal identifié qu'est la notion d'Indopacifique. Le but n'est pas de procéder à une revue exhaustive des forces et des faiblesses du pays, mais plutôt de mettre en exergues plusieurs des principaux éléments qui conditionnent le champ des possibles de sa posture stratégique dans la région.

La démarche s'articule en trois temps. Le premier rappelle les déterminants de l'ambition indienne de s'affirmer comme une puissance économique et militaire majeure sans devoir rester dans l'ombre de la rivalité entre la Chine et les États-Unis. Le second temps expose les évolutions affectant les importations en armements de l'Inde et la manière dont ceux-ci sont instrumentalisés. Le troisième identifie les principales contraintes pesant sur l'industrie militaire indienne et qui sont autant d'entraves à la stratégie volontariste de New Delhi dans ce domaine. La conclusion procède à une synthèse des principales observations pour insister sur le positionnement de l'Inde comme acteur pivot voué à instrumentaliser les rivalités entre États ouvertement antagonistes ou entre compétiteurs en lutte pour sécuriser leurs parts d'un marché national où les volumes sont importants et où la croissance est robuste.

¹³ CHAKRAVORTI, Bhaskar et Gaurav DALMIA, « [Is India the World's Next Great Economic Power?](#) », *Harvard Business Review*, 6 septembre 2023.

¹⁴ Le niveau conscience en Occident de ce que cela implique pour l'Inde est plutôt minime. Aucun autre pays ne fait face à des défis de développement similaires. Voir, par exemple, SURI, Shoba « [The implications of the growing population on human development in India](#) », *Observer Research Foundation*, 11 juillet 2023.

Carte 1. Une représentation maximaliste des États de la zone indopacifique



Source : J.-B. Bouron, *Géocoñfluences*, 2021, CC BY-NC-SA.

1. Une stratégie façonnée par des rivalités structurantes et des moyens encore limités

Comme exposé précédemment, les préoccupations stratégiques pour la zone indopacifique concernent pour une grande partie la sécurité des échanges commerciaux par voie maritime et la préservation d'un approvisionnement libre et ouvert pour toutes les économies de la région. Cette préoccupation pour la sécurité maritime devient ainsi fatalement celle de New Delhi dont le littoral est crucial à plus d'un titre (exploitation côtière, infrastructures critiques comme les ports majeurs...). Toutefois, historiquement, l'Inde a continué d'être davantage concernée par les menaces continentales incarnées par, d'un côté, le Pakistan et, de l'autre, la Chine. La reconfiguration des rapports de forces dans la région indopacifique sous l'effet du pivot asiatique des États-Unis et de l'affirmation de la puissance chinoise change néanmoins les données du problème pour New Delhi, qui conçoit désormais ses relations bilatérales comme une opportunité d'accroissement de son influence, d'abord dans l'océan Indien.

Les références à la notion d'Indopacifique dans les textes officiels indiens sont relativement récentes. Elles prennent une place plus importante à partir du discours du Premier ministre indien Narendra Modi prononcé en 2018 lors du *Shangri-La Dialogue*¹⁵. Six lignes directrices sont alors établies :

1. La préservation d'une région libre et ouverte permettant d'atteindre les objectifs de développement économique pour tous.
2. La volonté de renforcer la coopération avec l'*Association of Southeast Asian Nations* (ASEAN) et de développer son rôle comme forum de gouvernance placé au cœur de cet espace géographique qu'est l'Indopacifique.
3. La primauté du droit international est réaffirmée en ce qui concerne le respect de l'intégrité territoriale des États, cela indépendamment de leur taille ou de leur puissance militaire (un message directement adressé au Pakistan à propos du contentieux sur le Cachemire et à la Chine, notamment pour les territoires allant du Ladakh à l'Arunachal Pradesh).
4. La sauvegarde et le renforcement de la liberté de navigation sur les mers et dans les airs afin que les approvisionnements des États et de leurs populations via des corridors libres et sécurisés soient garantis.
5. Le libre-échange des biens et des services est présenté comme une priorité dans une formulation qui met en garde contre les réflexes protectionnistes que pourraient avoir certains États.
6. Le développement des interconnexions entre les États est vu comme une opportunité de croissance économique et un moyen d'assurer la prospérité dans le long terme via des infrastructures modernisées et adaptées aux besoins économiques des sociétés.

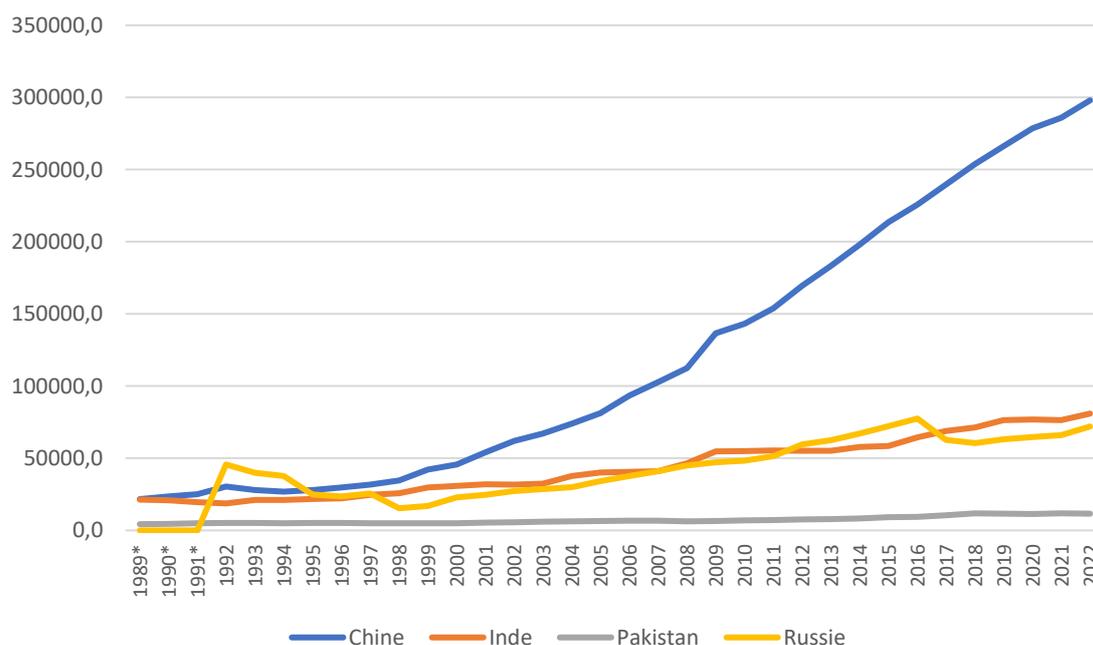
Avant de conclure, Modi ajoute un élément fondamental pour comprendre la posture stratégique de l'Inde. Pour le Premier ministre indien, la construction d'un espace indopacifique

¹⁵ MODI, Narendra, « [Prime Minister's Keynote Address at Shangri La Dialogue](#) », *ministère des Affaires étrangères de l'Inde*, 1^{er} juin 2018.

autour du narratif et des prescriptions implicites ou explicites¹⁶ de la rivalité entre grandes puissances est la principale menace qui plane sur la vision stratégique indienne. Sans nier la dimension conflictuelle de la relation avec deux de ses voisins, l'Inde entend œuvrer au renforcement de sa position via la multiplication des partenariats avec des États partageant la même vision de la zone indopacifique. On parle ici notamment de la relation avec les États-Unis et leurs alliés.

Modi ne dit néanmoins rien à ce moment-là de la manière dont il entend ménager les aspirations de la Chine et assurer son propre développement économique dans un espace où nombre d'acteurs se rapprochent par peur de son influence grandissante. En fait, de manière plus générale, le discours de 2018 de Modi ne renseigne pas sur les buts plus spécifiques et des moyens concrets que l'Inde entend mobiliser pour faire respecter et encourager l'application par le plus grand nombre des normes énoncées. Pour comprendre la posture stratégique de l'Inde, il convient de considérer, d'un côté, le rôle structurant de l'affirmation de la puissance chinoise sur la politique de New Delhi et, de l'autre, des préoccupations plus immédiates qui inscrivent d'abord l'Inde dans l'océan Indien pour renvoyer les enjeux du Pacifique à un espace lointain où toute velléité de projection de la part de l'Inde est à ce stade illusoire.

Graphique 1. Évolution des dépenses militaires de la Chine, de l'Inde et du Pakistan en millions USD constants de 2021, 1989-2022



* Données non disponibles pour le Russie (effondrement de l'URSS).

Source : GRIP, 2023, d'après SIPRI, 2022

Le graphique 1 illustre le positionnement paradoxal de l'Inde comme puissance militaire. Alors que les dépenses militaires de l'Inde sont globalement proches de celles d'une puissance

¹⁶ Courses aux armements, logique de blocs se vouant une hostilité affirmée, réémergence d'une stratégie de *containment* de la Chine qui ne dit pas toujours son non, etc.

majeure comme la Russie¹⁷, New Delhi ne parvient pas pour autant à en retirer les fruits au niveau des partenariats de sécurité qu'elle pourrait s'estimer légitime à construire auprès de partenaires régionaux ne disposant pas des mêmes ressources.

Sur un autre registre, le différentiel dans les moyens financiers entre le Pakistan et l'Inde devrait être de nature à indiquer que la logique de course aux armements qui sert parfois à décrire le comportement des deux pays n'a qu'une portée explicative limitée. Les ressources que consacre chacun des deux États à son appareil militaire ne sont aucunement équivalentes (on parle d'un rapport de 1 à 8 en faveur de l'Inde au niveau des dépenses militaires). Par ailleurs, on peut rappeler que les deux pays (c'est le cas de la Chine également) sont des puissances nucléaires. Cela conditionne nécessairement la manière dont les deux pays abordent tout risque d'affrontement direct et la possible escalade associée. On doit aussi insister sur le fait que c'est plutôt parce que le Pakistan souffre de faiblesses structurelles majeures, notamment du fait de son instabilité politique et de son tissu économique et social¹⁸, que l'Inde doit s'inquiéter, et non pas particulièrement parce qu'Islamabad se sentirait suffisamment puissante pour agresser militairement l'Inde. Le risque d'instrumentalisation des tensions religieuses qui parcourent l'Inde paraît actuellement plus important. Sur cet enjeu, il appartient à New Delhi de formuler une réponse convaincante plutôt d'alimenter les antagonismes¹⁹.

En ce qui concerne la relation avec la Chine, le graphique 1 illustre une autre donnée du contexte stratégique dans lequel l'Inde doit se positionner. La Chine est un géant régional et mondial qui ne connaît aucun rival aux moyens comparables dans son espace régional immédiat en dehors des logiques de contingence que les États-Unis sont capables de développer avec leurs proches alliés et d'autres partenaires plus ou moins privilégiés. À ce titre, Washington nourrit de grands espoirs pour sa relation avec New Delhi, la Maison Blanche entendant œuvrer à soutenir la croissance continue de l'Inde et l'assister dans l'affirmation son leadership en Asie du Sud et dans l'océan Indien²⁰.

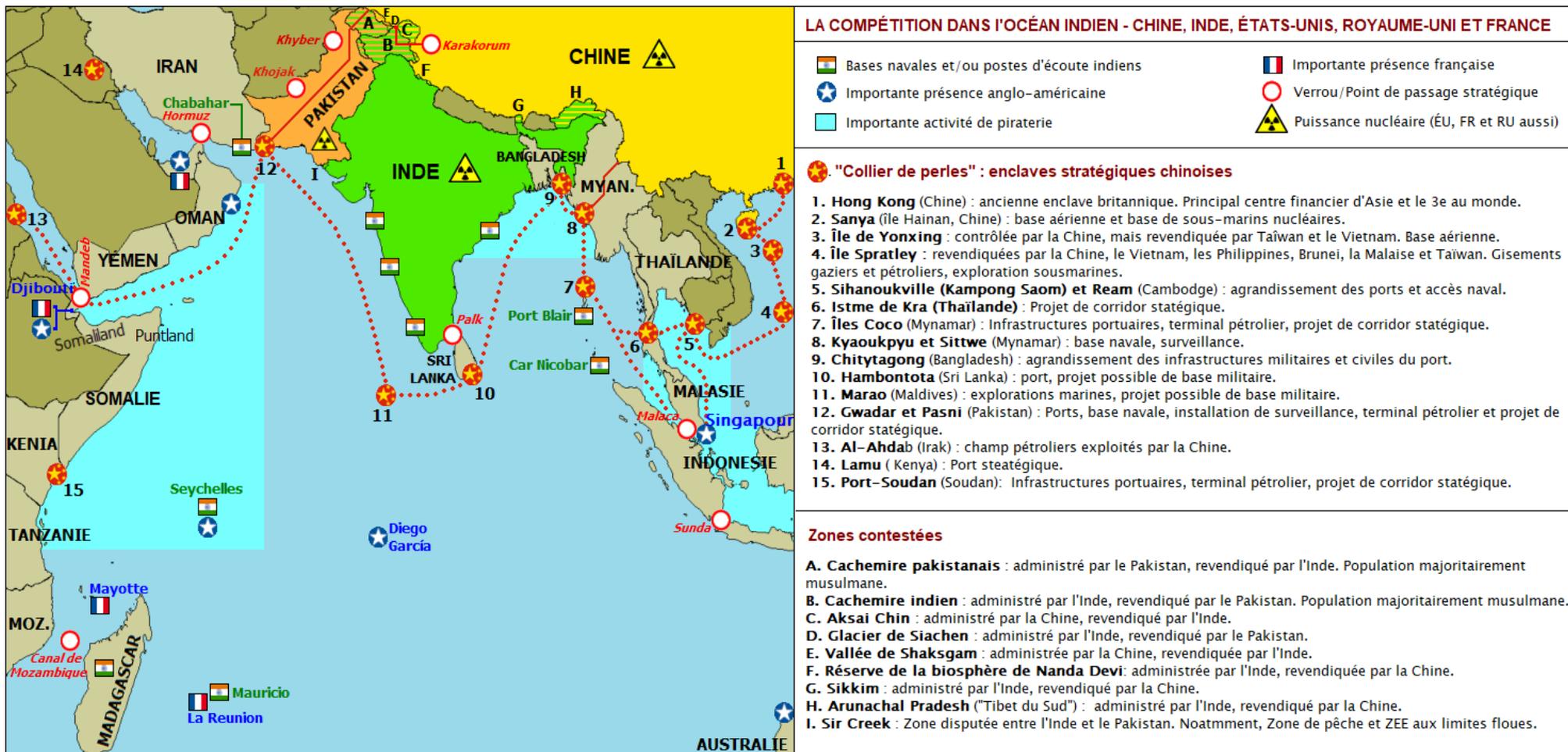
¹⁷ Cette mise en perspective avec une puissance majeure comme la Russie permet de mieux situer l'Inde au niveau des ressources mobilisées par son appareil de défense. Ceci dit, la comparaison pose de nombreuses limites méthodologiques. Il ne faudrait aucunement conclure de la simple superposition des courbes que les appareils militaires des deux sont équivalents. L'efficacité des dépenses militaires est hautement questionnable. Le modèle d'armée ne correspond pas non plus à ce dont les armées les plus avancées dispose comme capacités effectives pour un tel niveau de dépense. Il est manifeste que l'Inde pourrait mieux administrer ses ressources et attendre plus de capacités au regard des ressources englouties par son appareil militaire. D'où les frustrations constantes du pouvoir civil et les multiples plans et autres réformes.

¹⁸ RANA, Shahbaz, « [The Promise and Peril of Pakistan's Economic Recovery Effort](#) », *United States Institute of Peace*, 6 septembre 2023.

¹⁹ GANGULY, Meenakshi, « [Discriminatory Policies Trigger Religious Violence in India](#) », *Human Right Watch*, 3 août 2023 ; KRISHNANI Murali, « [India's religious violence: What's behind raging clashes?](#) », *DW*, 8 octobre 2023.

²⁰ Voir « [Indo Pacific Strategy of The United States](#) », *The White House*, Février 2022. Le champ lexical employé par présidence américaine laisse perplexé.

Carte 2. L'Inde face au défi de la stratégie chinoise du *collier de perles*



Source : Edgar Fabiano, [Mapa geopolítico del "collar de perlas" chino](#), 24 avril 2012, CC BY-SA 3.0, traduit librement de l'espagnol

On peut relever que les six principes énoncés par Modi ne sont pas fondamentalement différents de ce que le Premier ministre japonais Shinzo Abe avait déjà exprimé lors de sa visite officielle en Inde en 2007²¹. Ils contribuent à leur manière à ancrer l'Inde dans une vision plutôt conforme aux aspirations de Washington pour une région qui est devenue sa priorité. Pourtant, le pouvoir indien déploie des efforts afin de ne pas apparaître comme un membre à part entière du *camp occidental*. Malgré les craintes inspirées par Pékin, New Delhi ne veut pas souscrire au narratif de la nouvelle compétition entre grandes puissances ou d'une nouvelle Guerre froide qui auraient pour théâtre un océan Indien jusqu'à récemment relativement préservé des logiques antagonistes. New Delhi cherche à préserver son image de pays traditionnellement non aligné sur les rivaux globaux.

C'est un héritage de la Guerre froide, même si ce non-alignement était teinté d'une forme d'antiaméricanisme qui a conduit à rapprocher New Delhi de Moscou dans des proportions qui font notamment encore sentir leurs effets au niveau de l'approvisionnement de l'Inde en armements. La guerre en Ukraine a aussi offert des opportunités à New Delhi de se différencier de Washington et de ses alliés. La situation dans laquelle les sanctions occidentales ont placé la Russie s'est traduite par une opportunité commerciale rare pour l'Inde, notamment dans les secteurs de l'énergie²² ; l'Inde tirant avantageusement parti de la nécessité pour Moscou de rapidement contourner les mesures de représailles européennes pour sécuriser ses volumes de livraisons en gaz et par-là une partie des revenus nécessaires à son effort de guerre en Europe²³. L'inscription de New Delhi dans un schéma de pensée compatible avec la vision que les États-Unis et leurs proches alliés nourrissent pour l'espace indopacifique ne traduit ainsi certainement pas une forme d'inféodation. L'Inde entend rester un carrefour, un espace ouvert dans une logique de mise en concurrence de ses partenaires pour obtenir le meilleur parti.

Il reste que le défi chinois est majeur. La stratégie chinoise dite du *collier de perles*²⁴ mise en place par la marine chinoise pour servir de volet militaire aux nouvelles routes maritimes de la soie a crispé New Delhi. Les perles en question sont en effet une série d'implantations militaires établies par la marine chinoise via l'achat ou la location longue durée des infrastructures nécessaires à son déploiement permanent dans l'océan Indien²⁵. On parle de ports, mais aussi d'aéroport. New Delhi se sent directement menacée par la démarche qui est lue comme une tactique d'encercllement²⁶. La perception indienne n'est pas sans fondement. La carte 2 montre que les bases chinoises déjà installées (ou les projets) des côtes du Myanmar à celle du Pakistan en passant par celles du Bangladesh du Sri Lanka et des Maldives, c'est tout le littoral indien qui se trouve à devoir composer avec à proximité les déploiements plus ou moins permanents de la marine chinoise.

Pour faire face au défi posé, l'Inde mise sur une stratégie en deux volets. Le premier, qui est sans doute le plus visible, passe par le renforcement du *Quadrilateral Security Dialogue*

²¹ ABE, Shinzo, *Loc. Cit.*

²² LANDRIN Sophie, « [L'Inde, plaque tournante pour le pétrole russe](#) », *Le Monde*, 28 avril 2023.

²³ GAVIN Gabriel, « [India has Russia over an oil barrel](#) », *Politico*, 14 septembre 2023

²⁴ ASHRAF, Junaid, « [String of Pearls and China's Emerging Strategic Culture](#) », *Strategic Studies*, Vol. 37, No. 4 (Hiver 2017), p. 166-181.

²⁵ PARAMESWAR, Prashanth, « [Beware China's 'Basing' Strategy: Former US Navy Chief](#) », *The Diplomat*, 29 juillet 2015.

²⁶ DABAS, Maninder, « [Here Is All You Should Know About 'String Of Pearls', China's Policy To Encircle India](#) », *The India Times*, 23 juin 2017.

(communément appelé Quad). Il s'agit d'un forum international réunissant l'Australie, le Japon, les États-Unis et donc l'Inde. Initié en 2007, le Quad a été renégocié et revigoré en 2017 dans but spécifique de contrer l'influence chinoise dans l'Indopacifique. Depuis 2021, une version élargie du Quad (appelée Quad Plus) comprend également la Nouvelle-Zélande, la Corée du Sud et le Vietnam. La finalité du Quad est relativement explicite (contenir les ambitions chinoises), les moyens d'y parvenir à travers le Quad le sont moins pour l'instant. Les protestations de Pékin à l'effet qu'il s'agit d'un embryon d'OTAN de l'Indopacifique sont exagérées, mais cela reste une avenue pour le futur²⁷.

Le second volet développé par l'Inde consiste à nouer des partenariats stratégiques avec les États de son environnement maritime plus immédiat. Cette stratégie a le mérite d'être à la mesure des capacités actuelles de projection de puissance de l'Inde. L'idée de cette dernière est de se poser comme le pourvoyeur de la sécurité des États les plus proches comme les Maldives, le Sri Lanka, Maurice, le Myanmar et même les Seychelles²⁸. On retrouve-là plusieurs des pays concernés par la stratégie chinoise du *collier de perles* à qui New Delhi tente ainsi d'offrir une alternative.

2. La diversification des fournisseurs étrangers d'armements comme levier de développement de la BITD indienne

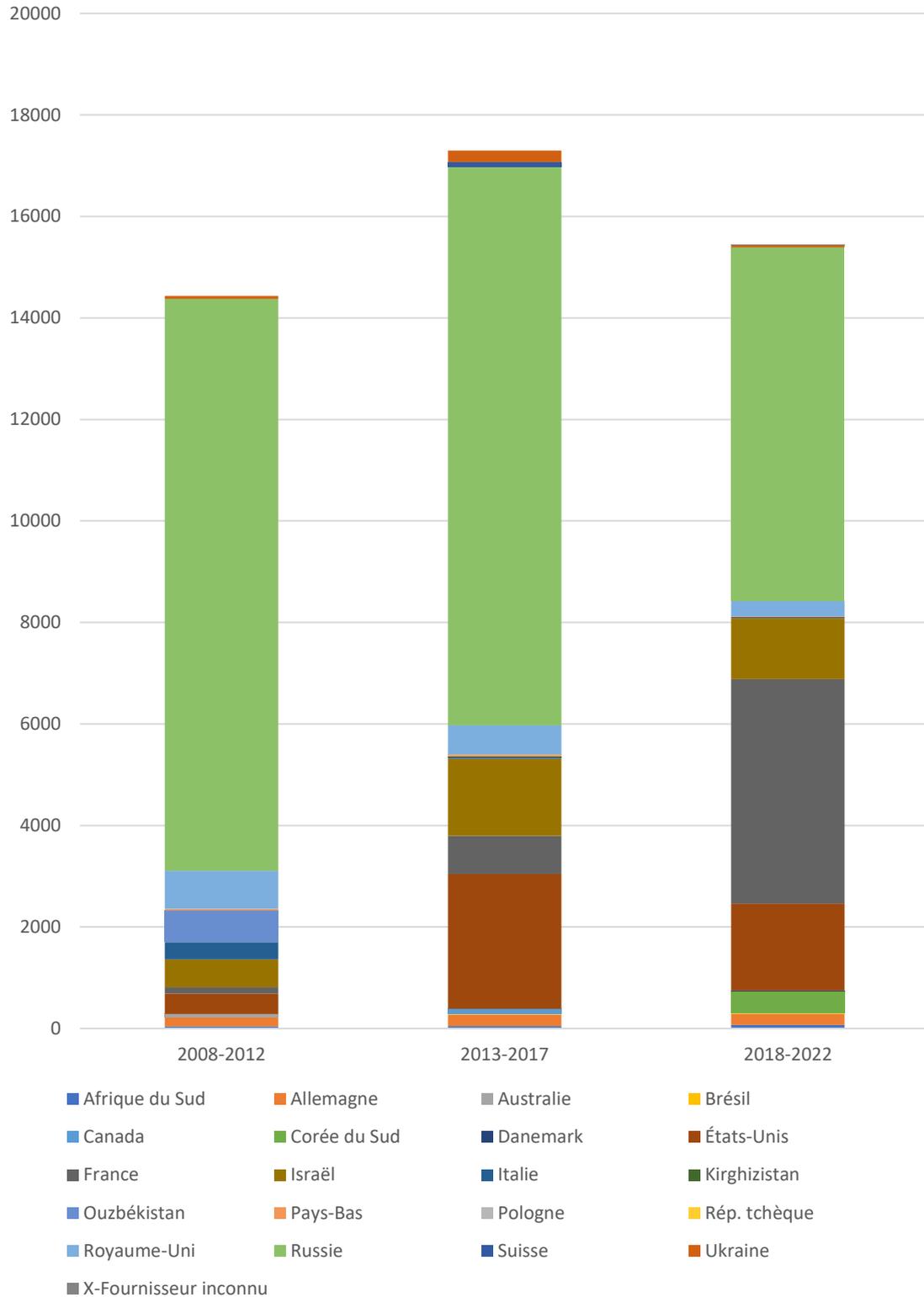
Au regard de ce qui vient d'être énoncé, il est logique de considérer que la double rivalité entretenue d'un côté avec le Pakistan et de l'autre avec la Chine constitue le moteur principal du maintien et même du renforcement des moyens militaires du pays. L'Inde affiche de fait un appétit soutenu pour les achats en armements²⁹. Malgré une récente baisse dans le volume des acquisitions extérieures (graphique 2), le pays reste le premier importateur mondial d'armes sur les cinq dernières années (et même sur la dernière décennie) devant l'Arabie saoudite (graphique 3). L'attrait de New Delhi pour les armements produits dans les États les plus avancés technologiquement ne se dément pas. C'est d'ailleurs un facteur structurant des marchés internationaux d'armements dans les sens où les pays producteurs d'armes redoublent d'efforts pour réussir à prendre pied sur le marché indien ou à y renforcer leur position. C'est particulièrement le cas pour les producteurs occidentaux, mais aussi pour Israël et pour la Corée du Sud, par exemple.

²⁷ Voir GREEN, Michael J.. « [Never Say Never to an Asian NATO](#) », Foreign Policy, 6 septembre 2023. Et aussi, O'NEIL, Andrew et Lucy WEST, « [Why the Quad won't ever be an Asian NATO](#) », *The Strategist*, ASPI, 24 janvier 2019.

²⁸ BARUAH Darshana M., « [India in the Indo-Pacific: New Delhi's Theater of Opportunity](#), » *Carnegie Endowment for international Peace*, 30 juin 2020

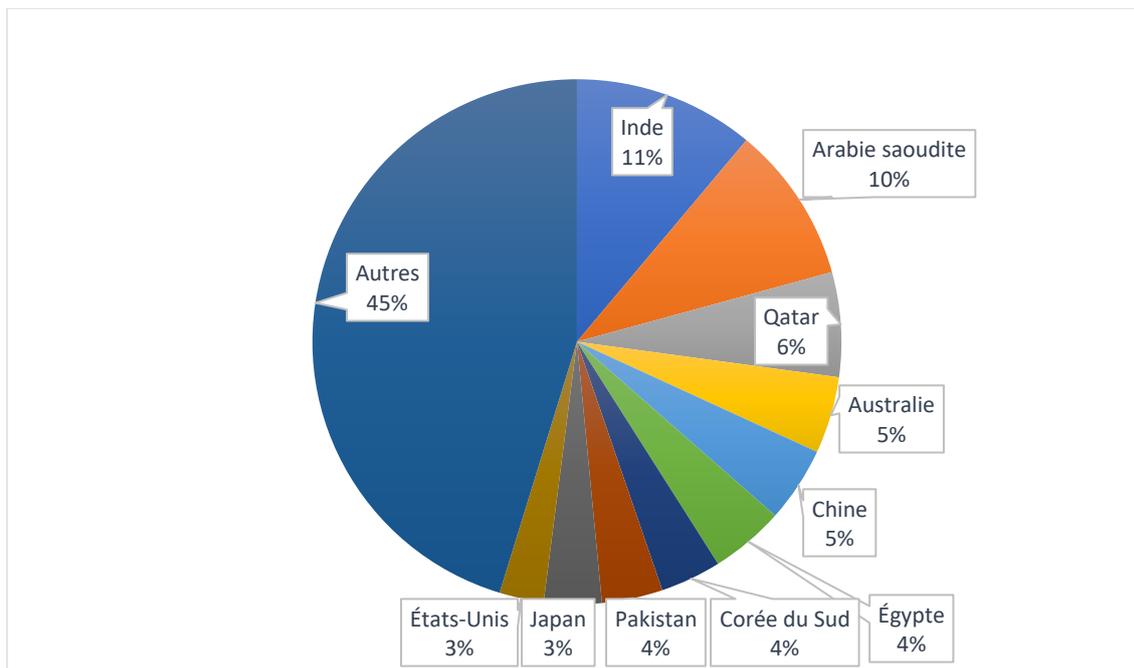
²⁹ La relation tendue de l'Inde avec la Chine (et de celle-ci avec le Pakistan) exclut logiquement les armements chinois du marché domestique indien.

Graphique 2. Évolution du volume des importations d'armes de l'Inde selon le pays d'origine en millions TIV, 2008-2012, 2013-2017, 2018-2022



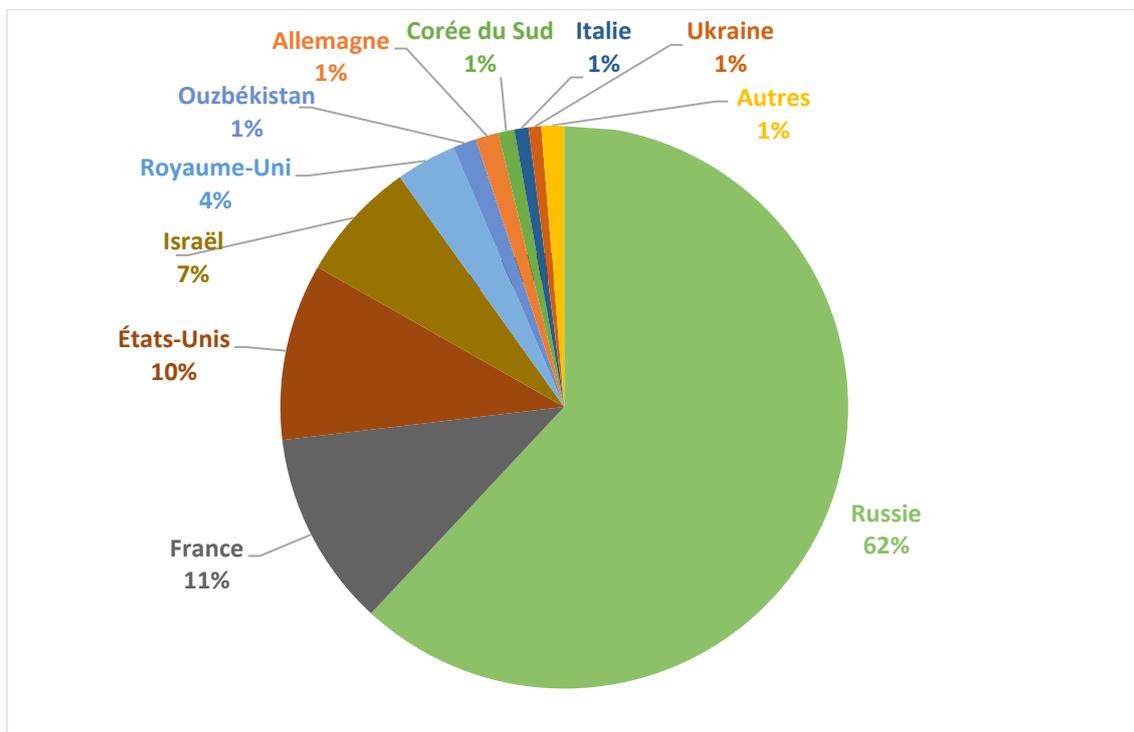
Source : GRIP, 2023, d'après SIPRI.

Graphique 3. Part en pourcentages des 10 premiers importateurs d'armes dans le total mondial des importations d'armes, 2018-2022



Source : GRIP, 2023, d'après SIPRI, 2022

Graphique 4. Part en pourcentages des pays fournisseurs d'armes à l'Inde, 2008-2022.



Source : GRIP, 2023, d'après SIPRI, 2022

Encadré 1**Note méthodologique sur les Trends Indicator Values (TIV)**

Les données sont exprimées en TIV (*Trend Indicator Values*), un indicateur développé par le SIPRI afin de rendre compte de la valeur stratégique des équipements transférés plutôt que leur valeur commerciale, le but étant de réduire le biais occasionné par les différences de coût de production (et donc de vente) et les variations dans les taux de changes. Les données exprimées en valeur absolue et en dollars de 1990 n'ont ainsi qu'un intérêt limité en dehors du cadre spécifique des TIV. Toutefois, les données relatives sont utiles pour illustrer l'importance d'un fournisseur ou d'un client pour un État. La base de données du SIPRI s'étendant sur plusieurs décennies, elle peut aussi rendre compte de variations dans le temps. Pour plus de détails, voir [la note méthodologique sur le site du SIPRI](#).

Pendant toute la durée de la Guerre froide, l'Inde avait développé une relation forte avec la Russie pour ses approvisionnements militaires. Ces liens historiques se sont poursuivis pendant une bonne partie du XXI^e siècle avant que New Delhi n'opte pour une logique de diversification de ses pays fournisseurs en armements. Les graphiques 2 et 4 illustrent à la fois la résilience des partenariats tissés avec la Russie et la place grandissante sur le marché indien de fournisseurs d'armes non traditionnels. La Russie comptait pour 78 % des importations en armes de l'Inde sur la période quinquennale 2008-2012, mais seulement 45 % sur la période 2018-2022. Sur les quinze dernières années, la part de la Russie dans les importations en équipements militaires de l'Inde reste tout de même de 62 %.

Le déclin de la Russie sur le marché indien des armements est réel, mais il doit être pondéré. Le domaine des achats en armements structure dans le long terme des relations industrielles, financières et politiques de codépendance entre le pays pourvoyeur et le pays récipiendaire. Les équipements ayant une durée de vie de plusieurs décennies, la résilience de la Russie sur un marché crucial pour son industrie militaire ne doit pas être sous-estimée. Les liens que la Russie sera éventuellement capable ou non de tisser entre l'approvisionnement énergétique de l'Inde³⁰ et ses livraisons d'armes à ce pays seront d'ailleurs déterminants pour le futur de la relation entre Moscou et New Delhi. À mesure que l'enlisement ukrainien perdure et avec lui son lot de sanctions économiques, la marge de manœuvre de Moscou tend cependant à s'affaiblir³¹ sauf à miser sur une hypothétique solidarité entre BRICS³² dont New Delhi se méfie du fait de sa rivalité avec Pékin³³.

Sur la période 2018-2022 (graphique 2) la Russie demeure confortablement le premier pays pourvoyeur d'équipements militaires à l'Inde. On observe néanmoins que la France (2^e), les États-Unis (3^e) et Israël (4^e) ont pris pied ou ont significativement accru leur présence sur le marché indien des armements. La Corée du Sud a également récemment fait son apparition

³⁰ Voir MENON, Rajan et Eugen RUMER, [Russia and India : A New Chapter](#), Carnegie Endowment for International Peace : Washington, septembre 2022.

³¹ RODKIEWICZ, Witold « [The twilight of the Russian-Indian strategic partnership](#) », *OSW Commentary*, 10 août 2023.

³² BRICS pour Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud.

³³ TRAN, Hung, « [China and India are at odds over BRICS expansion](#) », *Atlantic Council*, 8 août 2023.

parmi les cinq premiers fournisseurs d'armes du pays, se permettant de devancer le Royaume-Uni (6^e) qui est pourtant un acteur majeur du commerce international d'armes.

Les liens établis avec de nouveaux clients traduisent une tendance de fond. Celle-ci est à la confluence de trois ambitions principales de New Delhi. La première réside dans la volonté de doter les forces indiennes des équipements les plus avancés disponibles sur le marché afin de contrer la montée en gamme des équipements chinois. La deuxième est de réduire la dépendance face au fournisseur russe, par ailleurs soucieux de préserver ses bonnes relations avec la Chine. La troisième ambition est d'ouvrir le marché des armements à de nouveaux fournisseurs afin de bénéficier au maximum des effets d'une mise concurrence accrue pour exiger les bénéfices compensatoires (ou *offsets*, en anglais) les plus avantageux pour la base industrielle et technologique de défense (BITD) indienne. Le mécanisme des *offsets* est perçu comme le moyen privilégié de renforcer les capacités domestiques de production en armes et, en conséquence, de réduire à terme la dépendance face aux fournisseurs étrangers. De manière plus générale, la démarche est aussi un levier permettant de soutenir une activité industrielle domestique en s'affranchissant des règles de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Le succès n'est jamais garanti en matière de *offsets*. Assurer le développement de capacités domestiques de production via ce mécanisme est une entreprise de longue haleine qui nécessite un équilibre entre une planification politique de moyen et de long terme et des adaptations rapides à des contraintes inattendues (succès ou échec de la recherche et du développement, apparition de technologies de rupture, défaillance d'un acteur industriel ou d'un État partenaire...). Une politique industrielle doit ainsi reposer sur une connaissance fine et sans complaisance des forces et des faiblesses du tissu industriel national, mais aussi sur une analyse tendancielle permettant d'anticiper les besoins futurs et les conditions devant à échéance permettre aux acteurs locaux de renforcer leurs positions. Dans ce contexte, les aléas sont nombreux. Si l'on ajoute à cela, premièrement, que les bénéfices compensatoires sont souvent l'endroit où se loge la corruption et donc le détournement de ressources et, deuxièmement, que les fournisseurs potentiels ont tendance, pour obtenir le contrat, à surestimer la valeur des bénéfices compensatoires qu'ils peuvent garantir au pays acheteur, on obtient le portrait d'un domaine où, si les succès existent parfois, les sources de frustration sont particulièrement nombreuses³⁴.

D'ailleurs, en avril 2022, pour exprimer sa frustration, le gouvernement indien s'est permis un geste rare dans le domaine en faisant valoir son mécontentement à l'égard de plusieurs de ses principaux fournisseurs étrangers en armements. Irritée par les lenteurs des industriels étrangers à concrétiser les engagements pris dans le cadre des contrats leurs ayant été octroyés, New Delhi a largement communiqué sur le fait que le compte n'y était pas en matière de retombées attribuables aux *offsets*. En conséquence, des pénalités s'appliquaient. Les noms de plusieurs compagnies ont ainsi été largement affichés sur une sorte de *mur de la honte des offsets* militaires en Inde. Se sont ainsi trouvées brocardées, *Lockheed Martin* (États-Unis), *Textron* (États-Unis), *Safran* (France), *Dassault* (France), *Thales* (France), *MBDA* (consortium européen), *Rosoboronexport* (Russie), *Fincantieri* (Italie), *Pilatus Aircraft* (Suisse) ou encore

³⁴ BRAUER, Jurgen et John Paul, DUNNE « Arms Trade Offsets: What do We Know? », Dans COYNE Chris et MATHERS Rachel L., *Handbook on the Political Economy of War*, Edward Elgard : Cheltenham, p. 243-267.

Israel Aerospace Industries (Israël)³⁵. La démarche de New Delhi et un rappel à l'ordre : l'Inde est un marché à conquérir ; le plus important au monde pour ce qui concerne son ouverture à des fournisseurs étrangers. L'obtention des contrats militaires indiens ne saurait se faire sur la base de vagues promesses de retombées industrielles dont le chiffrage est déjà hasardeux, mais dont la concrétisation serait renvoyée à un calendrier incertain. New Delhi a besoin de ses fournisseurs étrangers, dont elle dépend grandement, mais elle envoie aussi le message qu'elle n'hésitera pas à accentuer encore un peu plus les conditions de leur mise en concurrence pour garantir tant les moyens matériels de sa défense que le renforcement de sa BITD.

Encadré 2

Offsets et corruption

Les *offsets* ne créent pas la corruption sur les marchés des armements, qui sont déjà parmi les plus corrompus au monde ; une dynamique qui affecte les pays en développement, mais aussi les pays développés³⁶. Ce sont des mécanismes qui permettent de détourner via un seul programme d'achat un volume financier important en recourant à des intermédiaires qui, sous couvert de démarches commerciales légales, sont en capacité d'irriguer les acteurs décisionnels à travers des commissions et/ou des rétrocommissions ou d'autres frais de toutes sortes qui ne sont pas révélés au public puisque le secret défense s'applique dans ce domaine et qu'il est opposable aux juges. Les *offsets* sont ainsi un moyen de dissimuler les activités de corruption en offrant de multiples commodités pour faire circuler l'argent et ainsi brouiller les pistes³⁷.

De plus, en matière d'*offsets*, l'originalité des exigences et des montages étant la norme, le mécanisme complique considérablement l'appréciation des coûts liés à un programme d'armement. Ce phénomène est facilité par le fait que les coûts des armements ne sont pas déterminés par une logique concurrentielle classique entre des compétiteurs affichant le coût unitaire de leurs produits comme c'est le cas dans le domaine commercial. Le prix unitaire des équipements militaires est une donnée souvent confidentielle, mais aussi variable. Ce prix dépend justement des négociations politiques, mais aussi du volume du contrat et des bénéfices compensatoires qui y sont attachés. Là encore, ce prix varie en fonction des types d'*offsets* (directs, c'est-à-dire liés au contrat d'armement ou indirects, c'est-à-dire hors du seul cadre du contrat négocié, transferts de production, transferts de technologies, types de technologies concernées...).

³⁵ RAGHUVANSHI, Vivek, « [Indian government clashes with foreign defense sector over offset demands](#) », *Defense News*, 21 avril 2022.

³⁶ HOLDEN, Paul et al., « Myth N° 5: The corruption in arms trade is only a problem in developing countries », in HOLDEN, Paul et al. *Indefensible: Seven myths about the arms trade*, ZED Books: Londres, 2016, p. 117-134.

³⁷ PLATZGUMMER, Peter, « Armes trade offsets and cases of corruption : The usage of anti-corruption tools in special form of arms acquisitions », *International Public Management Review*, Vol. 14, N° 2, 2013, p. 17-38

3. *Make in India* : le rêve encore lointain de l'autonomie stratégique

L'Inde nourrit depuis les premiers temps de son indépendance l'ambition de développer une BITD capable de réduire sa dépendance à ses fournisseurs étrangers, mais aussi à terme, de les concurrencer sur les marchés internationaux. Il y a cependant loin de la coupe aux lèvres. Première importatrice mondiale d'armements, l'Inde est un acteur plus que marginal lorsque vient le temps de vendre son propre matériel militaire à l'export.

Pour remédier aux carences constatées, le Premier ministre Modi a lancé le plan *Make in India*³⁸ qui comprend un volet consacré à la production militaire³⁹. Si l'on recoupe les divers éléments présentés, on constate que la stratégie *offsets* du pays continue de poursuivre les trois objectifs principaux qui étaient déjà ceux de 2011⁴⁰. Il s'agit 1) de tirer parti des acquisitions pour développer l'industrie indienne de la défense et pour favoriser le développement d'entreprises compétitives à l'échelle internationale, 2) d'augmenter la capacité de recherche, de conception et de développement de produits et de services de défense et 3) de favoriser les synergies entre les firmes militaires et celles du secteur civil⁴¹. Le but est de faire de l'Inde un lieu attractif pour la fabrication des équipements militaires capables de couvrir les besoins nationaux, mais aussi d'exister plus significativement sur les marchés internationaux. La pénétration des marchés internationaux de défense est à la fois un levier d'influence politique et une manière de réduire les coûts que l'Inde consacre au financement de ses propres capacités militaires via les économies d'échelle induites par la vente de volumes plus importants que ceux absorbés par le seul marché domestique.

Sur bien des aspects *Make in India* peut être lu comme l'énième itération d'une ambition industrielle militaire indienne qui ne s'est jamais concrétisée de manière convaincante en plus de 70 ans d'efforts plus ou moins intenses. L'ambition de New Delhi s'est systématiquement confrontée à des lourdeurs administratives et bureaucratiques, à une corruption largement répandue dans le pays et sur les marchés des armements et à des limites structurelles imputables à une innovation trop dirigiste et peu efficiente au regard de ce que les leaders du domaine de la production des armes peuvent faire valoir en Occident, en Russie, en Chine ou même en Corée du Sud.

Le constat de Modi est que les bénéfices compensatoires ont par le passé soit été mal conçus soit mal mis en œuvre. Les exigences de production locale des équipements conçus par des acteurs étrangers n'a pas permis de développer une culture de l'innovation suffisante dans le pays pour résoudre le problème de la dépendance aux approvisionnements extérieurs. Le discours du leader indien tenu au salon de l'aéronautique *Aero India* est limpide :

« Il ne suffira plus d'acheter des équipements et de les assembler ici. C'est ce que nous avons fait dans le passé, sans absorber de technologie ni développer nos

³⁸ GUPTA, Sakshi, « [Make in India, Initiative, Aim, Feature, Advantages and Challenges](#) », *Study IQ*, 18 août 2023.

³⁹ JOMIER, Solène, « [Inde : moyens et risques associés à ses ambitions militaires](#) », *Note d'analyse du GRIP*, 12 mai 2021.

⁴⁰ *Idem.*

⁴¹ « [Defense Offsets Guidelines](#) », *Ministère de la Défense de l'Inde*, 2011 (révisé en 2012).

*propres capacités. Dans certains domaines, nous en sommes au même point qu'il y a trente ans*⁴². »

Le diagnostic est valide. Selon G. Satheesh Reddy, le président de la *Defence Research and Development Organisation* (DRDO – un laboratoire public de recherche et de développement militaire –, l'Inde produit seulement 45 à 50 % de ses armements⁴³. D'autres analyses font état d'estimations encore moindres et parlent d'une dépendance de l'Inde à hauteur de 70 % envers l'extérieur pour combler les besoins nationaux⁴⁴. Les sommes consacrées par les gouvernements indiens successifs au développement de capacités nationales de production sont essentiellement l'histoire d'un gaspillage de deniers publics. En 2016, Gilles Boquérat, chercheur associé à la Fondation pour la recherche stratégique, illustre d'ailleurs les déboires indiens en rappelant la saga du programme d'avion de combat léger *Tejas* supposé remplacer les *Mig-21*⁴⁵. Produit par DRDO, en coopération avec l'*Aeronautical Development Agency* et *Hindustan Aeronautics Limited* (HAL), le premier exemplaire n'a pu être livré qu'en 2015 soit 32 ans après le lancement du projet. Le moteur de cet avion devait initialement être indien, mais il est finalement américain. Dans le domaine de l'armement terrestre, Gilles Boquérat rappelle les difficultés du char de combat *Arjun Mk-1* qui devait être une vitrine du savoir-faire indien. Le programme a buté sur un manque de maîtrise sur des savoir-faire clés. C'est encore une fois la propulsion qui a posé problème ; elle est finalement allemande⁴⁶.

La liste des échecs relatifs ou majeurs pourrait faire ombrage au sentiment de fierté nationale des Indiens. Ceci dit, on oublie parfois trop rapidement les déboires que les programmes majeurs d'armements connaissent même dans les pays les plus avancés technologiquement. Réaliser une percée sur des systèmes de combat complexes en développant soi-même la plateforme et les principaux sous-systèmes est un défi industriel majeur aussi pour les BITD les plus performantes. La maîtrise du calendrier est illusoire, les dépassements budgétaires sont fréquents et les écueils en matière de recherche et de développement sont nombreux.

De plus, les échecs du passé ne préfigurent pas nécessairement du futur des programmes couverts par le nouveau plan *Make in India*. Le potentiel industriel de l'Inde dans le domaine commercial s'est considérablement affirmé dans les deux dernières décennies. Cela est valide au niveau des capacités de production, mais aussi au niveau de la recherche et du développement même si les capacités domestiques souffrent de la comparaison avec celles de la Chine ou d'autres pays asiatiques (Corée du Sud, Japon, par exemple) sans oublier les pays occidentaux.

Le retard est réel, mais le tissu industriel militaire indien est globalement en mesure de fabriquer sur le territoire national une bonne partie et parfois l'entièreté des équipements acquis auprès

⁴² « *It will be no longer enough to buy equipment and simply assemble them here. We have been doing this in the past, without absorbing any technology or developing our own capabilities. In some areas, we are where we were three decades ago.* » [Traduction libre de l'anglais]. Voir « [Full Text Of Modi's Speech at Aero India 2015](#) », *The Hindu Times*, 18 février 2015.

⁴³ « [DRDO chief urges for indigenous defence production](#) », *The Economic Times/India Times*, 28 septembre 2019.

⁴⁴ JOMIER, Solène, *Loc. Cit.*

⁴⁵ BOQUÉRAT, Gilles, « [Le Make in India et la réforme de l'industrie de défense](#) », *Note de la Fondation pour la recherche stratégique*, N° 7, 17 février 2016.

⁴⁶ *Idem.*

des fournisseurs étrangers. On parle alors le plus souvent de coproductions négociées dans le cadre des bénéfices compensatoires.

Tableau 1. Les principaux producteurs d'armements de l'Inde.

Nom de l'entreprise	Date de fondation	Domaines de production
Hindustan Aeronautics Limited (HAL)	1963	Avions de combat légers, hélicoptères, drones
Bharat Electronics Limited (BEL)	1954	Systèmes de radars, sonars, télécommunication, électronique de tanks, outils électrooptiques
Bharat Dynamics Limited (BDL)	1970	Missiles guidés antitanks, systèmes d'armement sol-air, armes sous-marines, systèmes de lancement
Bharat Earth Movers Limited (BEML)	1964	Équipements lourds, de terrassement, de transport et d'extraction
Mishra Dhatu Nigam Limited (MIDHANI)	1973	Métaux et alliages métalliques
Mazagaon Docks Limited (MDL)	1934	Navires (destroyers, frégates) et sous-marins
Garden Reach Shipbuilders and Engineers (GRSE)	1960	Navires (corvettes, patrouilleurs)
Goa Shipyards Limited (GSL)	1957	Navires (patrouilleurs, navires d'interception, navires antimines)
Hindustan Shipyards Limited (HSL)	1941	Navires et sous-marins

Source : ministère indien de la Défense, 2023.

La capacité nationale de production est cependant grandement dépendante de la base industrielle publique qui est structurée autour de neuf entreprises regroupées sous le statut de *Public Sector Undertaking* (PSU), une entité qui dépend du ministère de la Défense du pays. Les sites de production existent, mais ils pâttissent des lourdeurs ayant généré les frustrations antérieures (bureaucratie, opacité de processus décisionnels, logique de corruption, faiblesse des incitatifs à l'innovation...).

Les entreprises regroupées sous la tutelle de PSU souffrent aussi d'un arrimage trop limité au secteur commercial, ce qui réduit les opportunités de collaboration qui permettraient de maîtriser les technologies duales (à applications tant civiles que militaires) qui sont un des moteurs de l'innovation en matière militaire et un levier de réduction des coûts de conception et de production.

Le niveau des dépenses militaires relativement vigoureux et à la hausse de l'Inde assure une assise financière appréciable aux compagnies nationales. Cela dit, seules deux d'entre elles

figurent dans le sommet de la hiérarchie mondiale des firmes productrices d'armements. En 2021, *Hindustan Aeronautics* se classe au 42^e rang des principaux producteurs d'armes selon le classement établi par le SIPRI⁴⁷. La firme affiche un chiffre d'affaires de 3,3 milliards USD. *Bharat Electronics* se positionne à la 63^e place de ce classement avec un chiffre d'affaires en 2021 de 1,8 milliard USD⁴⁸. Ces résultats renseignent davantage sur le niveau où se situe la BITD indienne lorsqu'on rappelle la structure oligarchique de ce Top 100 du SIPRI et les effets de palier qui le caractérise. Il faut plus de 10 milliards USD de chiffres d'affaires annuel pour intégrer le top 15, plus de 15 milliards USD atteindre le top 10, plus de 30 milliards USD pour figurer sur un podium dominé par Lockheed Martin avec plus 60 milliards USD de chiffre d'affaires.

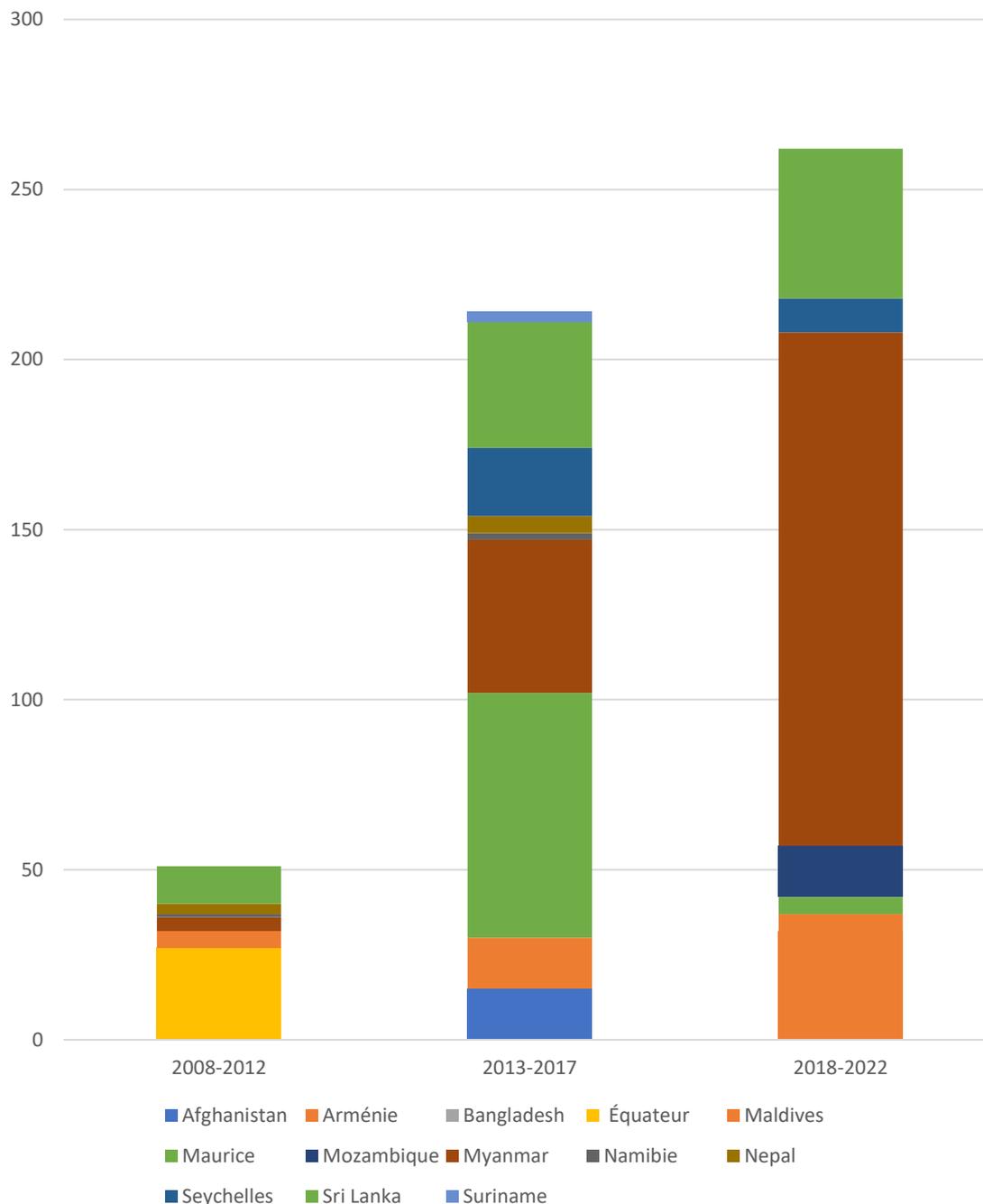
La faiblesse relative des chiffres d'affaires des firmes indiennes ne leur permet pas de dégager en interne les leviers budgétaires assurant une activité de recherche et développement performante. Les moyens financiers de l'innovation doivent donc venir de l'État (investissements directs, crédits d'impôt...), ce qui est de toute façon une norme largement répandue dans ce secteur industriel où les risques associés à la recherche et au développement sont considérés comme trop grands pour être assumés par les seules entreprises.

Pour contourner cette difficulté, le gouvernement indien encourage les arrimages entre les industriels de la défense les manufacturiers à la fois privés et actifs dans le domaine commercial. C'est là un vœu fréquent des décideurs politiques du domaine : profiter à moindre effort du dynamisme du secteur commercial pour permettre 1) le développement d'une culture de recherche et de développement militaires et 2) de codévelopper avec le secteur commercial les briques technologiques trouvant rapidement des applications dans le domaine militaire. Le défi dans ce cadre est le peu d'intérêt que représente souvent cette démarche pour les acteurs du domaine commercial. Ces derniers sont soucieux, d'une part, de préserver les avantages concurrentiels que leurs propres efforts d'innovation leur accordent et, d'autre part, de conserver leur marge de manœuvre pour opérer librement sur les marchés civils. Dans une économie mondiale ouverte, il va falloir que le gouvernement indien se montre persuasif et aligne des sommes conséquentes pour réduire les réticences.

⁴⁷ BÉREAUD-SUDREAU, Lucie, Xiao LIANG, Diego Lopez Da SILVA, Nan TIAN, Lorenzo SCARAZZATO, « [The SIPRI Top 100 Arms producing and military services companies, 2021](#) », *SIPRI Fact Sheet*, décembre 2022.

⁴⁸ *Idem*. La *Fact Sheet* du SIPRI précise que *Indian Ordnance Factories* figurait dans l'édition 2020 du Top 100. La firme qui regroupait notamment des activités liées aux munitions, à l'artillerie et à des véhicules terrestres a été restructurée 2021 sur la base de sept entreprises distinctes, aucune d'entre elles ne se hissant dans le Top 100 du SIPRI.

Graphique 5. Évolution du volume des exportations d'armes de l'Inde selon le pays de destination en millions TIV, 2008-2012, 2013-2017, 2018-2022



Source : GRIP, 2023, d'après SIPRI

Les difficultés en matière de recherche et de développement ne sont pas sans lien avec la capacité de pénétration des marchés militaires internationaux. En effet, l'Inde n'est pas le seul acheteur à tenter de profiter de la spécificité des marchés militaires pour réclamer des compensations sous formes de participations industrielles ou de transferts de technologie. Le mécanisme des *offsets* est largement répandu. Pour s'engager davantage dans des discussions face à la compétition, il faut être en mesure, d'une part, de proposer un meilleur

ensemble prix/produit/compensations que sa concurrence et, d'autre part, de ne pas faire de concessions qui mettent à mal sa propre position concurrentielle.

Le constat est rude pour l'Inde : la maîtrise des savoir-faire lui fait encore trop défaut pour être compétitive au-delà d'un segment *low cost* où les opportunités se raréfient (sauf sur le continent Africain) du fait du développement des capacités domestiques chez de nombreux acteurs et du fait d'un savoir-faire trop peu maîtrisé sur les segments *medium cost* et, à plus forte raison, *high cost*. Sur ces seules bases, il peut déjà être établi que les ambitions indiennes souffrent de faiblesses structurelles qui renvoient à un horizon lointain la perspective d'une Inde plus autonome en matière de production de ses propres équipements militaires.

Certes, l'Inde exporte des d'armes, mais elle n'est présente que sur de rares marchés internationaux et pour des volumes ne faisant d'elle qu'un acteur mineur du domaine (graphique 5)⁴⁹. Le pays exporte essentiellement des munitions et quelques équipements et surtout des composants du domaine terrestre⁵⁰. Il a aussi exporté ses navires à Maurice, mais on parle d'équipement *low cost* auprès d'acteurs pesant peu sur les enjeux géopolitiques de la région.

Le cas des exportations vers le Myanmar (on parle de livraisons d'avions de combat, de radars, de missiles et de navires) illustre aussi le peu de cas que peuvent faire les décideurs indiens des risques internes propres aux sociétés destinataires des armes. La situation au Myanmar – de loin le principal client de l'Inde – est critique au regard des droits humains, du comportement du régime militaire en place et de la répression exercée sur la population civile. Il faut craindre que pour renforcer sa position sur les marchés internationaux des armements, l'Inde soit prête à se montrer peu regardante et à faire fi des incitations à renforcer les mesures de mitigation des risques liés au commerce des armes. L'Inde n'est d'ailleurs toujours pas signataire du Traité sur le commerce des armes et ne manifeste aucune intention de rejoindre la liste des 130 États parties⁵¹. Ceci dit, la position acquise sur le marché militaire du Myanmar est conforme à l'ambition de New Delhi de se poser comme une alternative à la Chine dans son environnement stratégique plus immédiat. Sur la période 2018-2022, l'Inde est devenue le second fournisseur du pays... derrière la Chine ; cette dernière livrant en volume au Myanmar environ le double de ce qui est acheminé par l'Inde⁵².

⁴⁹ SARKAR, Urvashi, « [Is India the Arms Exporter it Claims to Be?](#) », *The Indian Forum*, 3 décembre 2022.

⁵⁰ Voir aussi CHANDER, Sushil, « [India's Defence Exports : Status, Strategy and Solution](#) », *Manekshaw Paper*, Centre for Land Warfare studies, N° 83, 2019.

⁵¹ SHARMA, Gaurav et Marc FINAUD, « [The Arms Trade Treaty \(ATT\) and Asia's Major Power Defiance - India, China, Pakistan, and Indonesia](#) », *Strategic Security Analysis*, Geneva Centre for Security Policy, N° 6, mai 2019.

⁵² Selon la [base de données du SIPRI](#) sur les transferts d'armements et ses données exprimés en TIVs.

Conclusion. Une puissance attractive, une autonomie stratégique à consolider

Analyser la posture stratégique de l'Inde dans son espace indopacifique nécessite de rappeler le rôle structurant pour cette posture des rivalités qu'elle entretient d'un côté avec le Pakistan, mais surtout, d'un autre côté, avec la Chine. Cette dernière déploie les attributs tant économiques que militaires de sa puissance dans un océan Indien que New Delhi s'était habituée à considérer comme étant largement affranchi des rivalités entre grandes puissances. Le commerce maritime est tout aussi crucial pour la Chine que pour l'Inde. C'est par les mers que transitent la plupart des biens et des marchandises qui sont nécessaires au maintien du rythme soutenu de croissance des deux économies mondiales dépassant le milliard d'habitants. La dimension dirigiste et parfois agressive caractérisant les modalités de déploiement de la puissance chinoise est une source d'inquiétude pour les États de l'Indopacifique, soucieux, d'une part, de s'assurer que le libre-échange reste la pierre angulaire des relations entre les sociétés de la région et, d'autre part, que la sécurité des voies commerciales maritimes et aériennes ne pâtissent pas de la rivalité entre, d'un côté, la Chine et, de l'autre, un bloc lui étant ouvertement hostile et constitué autour des États-Unis.

Dans ce portrait, New Delhi penche, sans forcément toujours l'assumer ouvertement, vers les conceptions prônées par Washington. La nature du régime indien (« *la plus grande démocratie du monde* », comme le veut un cliché largement répandu) joue dans ce positionnement. Ce n'est cependant pas la dimension la plus déterminante pour comprendre la stratégie de New Delhi. Au moins, deux autres éléments doivent être pris en compte.

Premièrement, le partenariat entre New Delhi et Moscou reste structurant tant pour l'économie indienne (via l'approvisionnement en énergie) que pour son appareil militaire. Moscou et New Delhi partagent la même ambition de ne pas se laisser enfermer dans une position qui les laisserait, pour la première, dans un face-à-face déséquilibré avec Pékin et, pour la seconde, avec pour avenue quasi exclusive un approfondissement de la relation avec les États-Unis. Pour l'Inde, il y aurait dans cette dernière option une forme de revirement quasi identitaire après des décennies de méfiance face aux Occidentaux et à leurs aspirations impérialistes. La Russie ne montrant, et c'est peu de le dire, pas de signe de démocratisation du régime, on doit sans doute relativiser la portée explicative de la dimension normative dans le positionnement indien, du moins en ce qui concerne la nature du régime des États partenaires.

Deuxièmement, les différends sino-indiens antérieurs et les craintes de New Delhi quant au devenir de sa façade maritime plaident pour un rapprochement avec les acteurs les plus à même de garantir la dimension libre et ouverte des échanges commerciaux dans l'océan Indien. Les États membres du Quad et du Quad+ sont peut-être les plus directement concernés, mais c'est aussi le cas de la France, qui offre une alternative à des partenariats qui seraient trop dépendants des conceptions américaines, notamment en matière d'armements. D'ailleurs, les liens tissés dans ce domaine avec Israël rejoignent cette logique de même que la volonté affichée de collaborer avec le Brésil, par exemple⁵³.

⁵³ Voir SIDDQUI, Huma, « [Brazil's Evolving Partnership with India: Trade, Defence, and Energy Cooperation](#) », *Financial Express*, 9 septembre et CHERIAN, John, « [India & Brazil: Allies in arms](#) », *The Hindu*, 21 février 2020 ;

L'Inde est en recherche d'équilibre. Sans nier les tensions qui façonnent les priorités de son appareil de défense, elle cherche à préserver ses marges de manœuvre en restant attractive tant pour la Russie que pour les Occidentaux et leurs alliés régionaux et, au-delà, pour les nouveaux partenaires potentiels issus de ce que l'on nomme abusivement le Sud global. L'Inde a conscience de son attractivité économique qui se décline aussi au niveau de son marché militaire. Dans ce domaine, l'Inde entend retirer le maximum de la mise en concurrence des acteurs désireux de s'implanter ou de renforcer leur position. Cette stratégie implique de faire en sorte que le marché militaire domestique reste suffisamment attractif en volume pour inciter un nombre de fournisseurs étrangers élargi non seulement à rencontrer des conditions *offsets* exigeantes, mais aussi à surenchérir pour proposer les offres les plus avantageuses.

Le fait d'élargir l'éventail de ses fournisseurs a un coût (pour assurer l'intégration, l'interconnexion, l'interopérabilité des équipements ou tout simplement le maintien en conditions opérationnelles, par exemple). L'Inde estime cependant cette configuration préférable aux formes de codépendance qui accompagnent une relation trop exclusive en matière d'acquisition militaires⁵⁴. À ce titre, plusieurs leçons ont été tirées des décennies de la Guerre froide et d'une posture officielle de non-alignement de l'Inde qui, dans les faits, était largement favorable à Moscou.

Il reste que l'Inde ne peut se contenter de jouer le rôle du marché à conquérir. Elle a besoin d'assurances plus immédiates face aux logiques d'affirmation de la puissance chinoise. Comme énoncé précédemment, elle cherche à faire en sorte, avec le concours des démocraties de l'Indopacifique, que la zone reste un espace libre et ouvert économiquement. Elle le fait en intégrant un forum ouvertement opposé à la Chine. Toutefois, New Delhi n'entend pas renoncer à une forme de multipositionnement qui fait d'elle à la fois un pilier essentiel des BRICS et un membre du Quad. Pour le dire autrement, bien que refusant le narratif de la compétition entre grandes puissances et ses effets sur la confiance entre les centres de décision politique des pôles économiques majeurs (États-Unis, Chine, membres de l'ASEAN et même Europe), l'Inde s'autorise à instrumentaliser les rivalités stratégiques pour en retirer des bénéfices et renforcer sa propre autonomie stratégique.

Cela passe par le développement de sa propre BITD et par le renforcement de sa capacité à couvrir les besoins de forces indiennes (particulièrement, la marine), devant rivaliser au moins quantitativement avec les équipements chinois. Ce projet implique une mutation profonde de l'appareil de défense indien et la maximisation de l'efficacité des dépenses consacrées à cette ambition. Les développements des dernières décennies dans plusieurs secteurs industriels commerciaux (spatial, automobile, sidérurgie, électronique...) peuvent rendre optimistes, mais les défis et les risques de recherche et du développement militaire laissent pour l'heure l'Inde grandement dépendante des transferts de technologies et de capacités industrielles de production que ses partenaires multiples consentent à lui facturer. Cela nécessite un effort de dépense qu'il n'est pas certain que l'Inde puisse soutenir en volume et dans la durée sans hypothéquer son tissu social déjà fragile.

⁵⁴ BOMMAKATI et VIR SINGH Suchet, « [The changing contours of India's defence policy](#) », *Observer Research Foundation*, 14 août, 2023.



Fondé à Bruxelles en 1979, le GRIP (Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité) s'est développé dans le contexte particulier de la Guerre froide, ses premiers travaux portant sur les rapports de forces Est-Ouest. Durant les années 1980, le GRIP s'est surtout fait connaître par ses analyses et dossiers d'information concernant la course aux armements, ses mécanismes et ses enjeux. Après la chute du mur de Berlin en 1989, prenant acte du nouvel environnement géostratégique, le GRIP a orienté ses travaux sur les questions de sécurité au sens large et a acquis une expertise reconnue sur les questions d'armement et de désarmement (production, réglementations et contrôle des transferts, non-prolifération), la prévention et la gestion des conflits (en particulier sur le continent africain), l'intégration européenne en matière de défense et de sécurité, et les enjeux stratégiques. En éclairant citoyens et décideurs sur des problèmes complexes, le GRIP entend contribuer à la diminution des tensions internationales et tendre vers un monde moins armé et plus sûr. Plus précisément, l'objectif du GRIP est de travailler en faveur de la prévention des conflits, du désarmement et de l'amélioration de la maîtrise des armements.

5 BONNES RAISONS DE SOUTENIR LE GRIP

Le GRIP a pour mission d'étudier les conflits et les conditions de la paix. Il le fait dans l'optique de donner aux citoyens, à la société civile et aux élus accès à des analyses indépendantes permettant aux décideurs comme au grand public de renforcer leurs capacités critiques face à des enjeux complexes où s'entremêlent des intérêts politiques et économiques et des conceptions normatives et éthiques parfois contradictoires. En faisant un don au GRIP, vous participez au renforcement de ses moyens et œuvrez à :

- Développer une recherche indépendante sur la paix ;
- Consolider les capacités en tant que force de proposition auprès des décideurs politiques ;
- Garantir l'accès en langue française à une recherche rigoureuse et accessible au public ;
- Former une relève à qui il incombera de relever les défis de demain ;
- Préserver l'activité *Édition* du GRIP qui permet de mettre de l'avant les combats des acteurs au service de la paix qu'ils soient journalistes, médecins ou militants des droits de la personne.

Le GRIP ne saurait accomplir efficacement sa mission d'information et de sensibilisation du public sans le soutien de donateurs motivés par la défense de la paix comme bien commun. En soutenant le GRIP, vous contribuez au renforcement d'une recherche indépendante et de qualité au service de la société civile sur de nombreux sujets sensibles relatifs aux droits humains, aux libertés fondamentales ou encore à la sécurité des personnes. Vous permettez aussi aux chercheurs du GRIP de s'investir dans la formation d'une relève étudiante, en fournissant un encadrement propice à la transmission des savoirs et des compétences nécessaires à l'analyse critique des enjeux de société.

Rejoignez-nous sur grip.org.

GROUPE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION SUR LA PAIX

Avenue des arts, 7-8.

Bruxelles

Tél. : +32 (0) 473 982 820

Site Internet : grip.org